

DROIT DU TRAVAIL

Le marchandage de main-d'œuvre, c'est fini !

C'était à la limite de l'esclavage ! Des «exploiteurs intermédiaires» se sont glissés dans les rapports entre les travailleurs et les compagnies pétrolières, notamment pour faire descendre les salaires au niveau marqué par la misère. Aboli en Europe au XIX^e siècle déjà, ce n'est que maintenant que l'Etat algérien compte interdire le marchandage de main-d'œuvre.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Il devrait être interdit par le code du travail en préparation. Ce code, une compilation des lois en la matière, compte près de 700 articles, selon Saïda Kies, inspectrice au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, qui s'est exprimée samedi dernier à la salle Ali-Maâchi du Palais des expositions de la Safex, en marge d'une conférence sur l'évolution de la législation du travail en Algérie. «Il ne s'agit pas d'une nouvelle loi mais d'une codification des lois déjà en vigueur. Nous allons les réunir en un même texte qui est presque fin prêt. Ne nous reste que des retouches. Il compte près de 700 articles», a-t-elle expliqué.

Une centaine de nouveaux articles, a ajouté M^{me} Kies, viendront, par ailleurs, renforcer et adapter les dispositions de la législation du travail en vigueur aux mutations socio-économiques du pays et surtout renforcer les droits des travailleurs. «Ces nouveaux articles comblent les vides juridiques s'agissant du harcèlement sexuel, la protection des enfants et le marchandage de main-d'œuvre», a-t-elle précisé. Et d'affirmer : «Le code du travail va interdire le marchandage de main-d'œuvre.»

La question refait surface à chaque contestation des travailleurs du Sud. Même si la plupart des mouvements dans cette

zone hyper-sécurisée ne se font que rarement sentir. C'est que ces «exploiteurs intermédiaires» s'enrichissent sur le dos des travailleurs pratiquement depuis l'enclenchement du processus de transition vers l'économie de marché au début des années 1990. Et ils se comptent y compris parmi les fameuses «agences privées de placement», dont l'activité est réglementée.

L'Algérie compte une vingtaine d'agences agréées depuis peu. Des agences qui ne cessent de faire parler d'elles en dépit des contrôles opérés par les services de Tayeb Louh, ministre en charge du secteur.

«Ces agences sont soumises au contrôle périodique des organismes de l'Etat», a-t-il assuré en janvier dernier lors d'un passage à la Radio algérienne.

Bref, le code du travail devrait bientôt être soumis aux partenaires sociaux. «Dès que les groupes tripartites de travail le fini-



Photo : Samir Sid

Les droits des travailleurs seront renforcés.

ront, l'avant-projet du code devrait être soumis aux partenaires sociaux pour l'enrichir avant de le présenter au gouvernement», a-t-elle conclu. Et de relativiser le retard accusé dans son élaboration :

«Il n'y a aucune urgence. Nous disposons d'un arsenal juridique important. Il s'agit juste de réunir des textes qui sont déjà en vigueur.»

L. H.

POUR INFRACTIONS

AU CHANGE

Des pénalités

douanières

de 64 milliards

de dinars infligées

Les infractions au change en Algérie prennent de l'ampleur avec des pénalités de plus de 64 milliards de dinars infligées à fin 2011 par les services douaniers lors des opérations de contrôle a posteriori. C'est ce que révèle le directeur du contrôle a posteriori à la Direction générale des Douanes (DGD), Regue Benamar, cité hier par l'agence nationale de presse. Selon ce responsable, sur 85 milliards de dinars de pénalités encourues par les fraudeurs pour les années 2010 et 2011, 64,3 milliards de dinars concernent des infractions au change, essentiellement des majorations de valeur. Ces infractions représentant 75% des fraudes douanières constatées dans le commerce extérieur sur la même période, observe M. Regue. Globalement, les autres types d'infractions enregistrées durant les deux dernières années ont représenté 25% des infractions globales et renseignent sur la diversité des courants de fraudes constatés actuellement au niveau du commerce extérieur. Depuis 2010, date de l'entrée en activité de la direction du contrôle a posteriori des douanes et jusqu'à fin 2011, le dédouanement à l'aide de faux documents a représenté 6,6% des infractions constatées. Les pénalités encourues par les fraudeurs dans ce trafic s'élèvent quant à elles à 5,6 mds de dinars selon M. Regue. Durant les deux dernières années, les pénalités ont atteint 4,8 mds de dinars pour le détournement des avantages fiscaux, 1,9 milliard de dinars pour les fausses déclarations de valeur et 301 millions de dinars pour les fausses déclarations d'origine, selon les mêmes chiffres. Les infractions constatées dans les régimes suspensifs et préférentiels comme la Zone arabe de libre-échange (Zale) et la zone d'échange avec l'Union européenne sont marginales, représentant seulement 0,29% des infractions globales à 246,1 millions de dinars.

C. B.

ÉLECTRICITÉ

Les coupures restent à cerner

Les coupures d'électricité, de plus en plus récurrentes, restent cependant à cerner de manière exhaustive.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Les coupures d'électricité font l'objet d'un suivi régulier par les Sociétés de distribution de l'électricité et du gaz ainsi que par la Commission de régulation de l'électricité et du gaz (Creg).

Ces relevés prennent en compte l'amplitude de la tension (basse, moyenne ou haute), la nature des coupures (accidentelles ou programmées), leur durée, leur périodicité... Ces relevés sont établis quotidiennement, mensuellement ou annuellement au niveau des Sociétés de distribution de l'énergie.

Et notamment celle du Centre, qui couvre en particulier la région de Biskra, où les coupures fréquentes

provoquent une forte contestation populaire. Des coupures qui perdurent dans la mesure où le développement des réseaux de transport de l'électricité est contraint par les oppositions de particuliers.

Ces données sont, par la suite, affinées et couplées à d'autres paramètres techniques, ce qui permettra d'évaluer la qualité de service et la satisfaction des intérêts des consommateurs —, notamment pour la Creg, chargée de suivre l'évolution de cette qualité de service, et de mesurer si ce paramètre évolue de manière satisfaisante, selon les estimations des sociétés de Sonelgaz.

Néanmoins, les coupures qui affectent les clients en basse tension et qui surviennent suite à des incidents, au-delà des délestages tacites, ne peuvent être cernées exhaustivement. Ces coupures doivent être signalées

par les usagers concernés et leur durée varie ainsi que le temps mis par les équipes d'intervention pour procéder aux réparations requises.

Concernant les clients moyenne et haute tension (entreprises, complexes industriels...), la collecte des données sur les coupures est plus aisée même si elles doivent être traitées d'abord et affinées avant d'être publiées, dans un exercice annuel ou semestriel.

Et cela, même si plusieurs agglomérations de l'est du pays, notamment Constantine, Batna et Guelma, ont été affectées par des coupures assez importantes, indique-t-on au niveau de la Société de distribution de l'Est, d'autant que des réseaux arrivent à saturation et que la réception des ouvrages de transport subit des retards.

En somme, les coupures restent à cerner exhaustivement, en temps réel.

C. B.

LE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE

MÉCANIQUE BOOSTÉ

Création de trois sociétés mixtes

La production de poids lourds, véhicules et moteurs, devrait être opérationnelle dès 2013, grâce à la création de trois sociétés à capitaux mixtes, algéro-émirati-allemands, sous l'impulsion du ministère de la Défense nationale.

Trois sociétés à capitaux mixtes ont été créées, hier, au siège du ministère de la Défense nationale, dans le cadre de la mise en œuvre des protocoles d'accord algéro-émirati-allemands pour le développement de l'industrie mécanique nationale.

Il s'agit de la Société algérienne de production de poids lourds de marque Mercedes-Benz/SPA/Rouiba, de la Société algérienne pour la fabrication de véhicules de marque Mercedes-Benz/SPA/Tiaret et d'une autre société algérienne de fabrication de moteurs de marque allemande (Mercedes-Benz, Deutz et MTU) SPA/Oued Hamimime (Constantine). Ainsi, la société Rouiba/Spa, détenue par les opérateurs algériens, la SNVI Rouiba

et l'EPIC EDIV/Tiaret et le Fonds d'investissement émirati Aabar, conformément aux dispositions de la LFC 2009, activera avec la société allemande Daimler comme partenaire technologique. Cette société produira environ 15 000 camions, cars et bus par an, comme stipulé dans la licence de production de marque et label de qualité Daimler. Le démarrage de la production est prévu à partir de 2013, sur le site de la SNVI à Rouiba (Alger).

La société de Tiaret (SPA), détenue aussi par l'EDIV/Tiaret et la SNVI Rouiba, ainsi que le Fonds d'investissement émirati Aabar, fabriquera environ 10 000 véhicules tout-terrains et véhicules légers utilitaires par an, sous la marque et le label de Daimler.

Le démarrage de la production est prévu en 2013, sur le site de l'ex-Complexe véhicules particuliers de Tiaret. Détenue par l'EPE/EMO et l'EPIC-GPIM, ainsi que le Fonds d'investissement émirati Aabar, la Société algérienne pour la fabrication de

moteurs de marque allemande (Mercedes-Benz, Deutz et MTU), quant à elle, produira 26.000 moteurs à refroidissement à eau, conformément aux dispositions énoncées, respectivement, dans les licences de production de marque et label de qualité Daimler, Deutz et MTU.

Ces moteurs seront destinés à motoriser notamment les véhicules industriels, les engins agricoles et engins de travaux publics. Le démarrage de la production est prévu à partir de 2014, sur le site de l'EMO Oued Hamimime, après réalisation des investissements d'infrastructures.

Grâce à cette opération, le ministère de la Défense nationale exprime sa satisfaction de «participer à la concrétisation de trois objectifs inscrits dans la stratégie de développement industriel national, à fort potentiel d'emploi, dans des technologies avérées, selon un concept de partenariat tel que défini et de transfert du savoir-faire».

C. B.

ACTIVEMENT RECHERCHÉ DANS L'AFFAIRE DE L'EX-WALI DE BLIDA

Djamel Boukrid arrêté

De sources crédibles, nous apprenons que l'homme d'affaires Djamel Boukrid, cité dans l'affaire de l'ex-wali de Blida, Mohamed Bouricha, a été arrêté hier à Boufarik.

Activement recherché depuis l'éclatement de l'affaire de Bouricha en 2005, Djamel Boukrid constitue un témoin à charge ou à décharge, c'est selon, d'autant que la chambre d'accusation près la Cour suprême va statuer ce 25 juillet, nous dit-on, sur le tribunal devant juger l'affaire Bouricha.

M. B.